



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 2949

Texte de la question

COMPÉTITIVITÉ ET PROTECTION SOCIALE

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Sandrier, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Claude Sandrier. Monsieur le Premier ministre, derrière vos discours sur la compétitivité, la fiscalité, la durée du travail, les retraites, vous cherchez à masquer les causes réelles de la crise, qui sont l'aveuglement et la cupidité des financiers, auxquels vous êtes totalement soumis.

Le véritable handicap de notre économie, ceux qui la mettent en danger, ce ne sont ni les infirmières, ni les enseignants, ni les policiers, ni ces six millions de salariés qui gagnent moins de 750 euros par mois, ce qui est scandaleux lorsque l'on voit que les revenus des plus riches explosent.

Ceux qui mettent en danger l'économie, ce sont ceux qui, en huit années, ont fait passer la part des dividendes et des intérêts versés aux banques de 25 % de la richesse créée par les entreprises à 36 % ; ce sont ceux qui, en trente ans, ont fait passer l'échelle des salaires, de un à quarante, à un à trois cents.

Ceux qui mettent l'économie en danger, ce sont ces cinq cents plus grosses fortunes françaises qui possèdent aujourd'hui 12 % de la richesse nationale, soit deux fois plus qu'il y a dix ans, avant la crise.

Ceux qui mettent l'économie en danger, ce sont ces entreprises du CAC 40 qui, en cinq ans, ont augmenté les salaires de seulement 8 %, et les dividendes de 111 %.

Nous sommes face à un véritable détournement de richesses.

Ce qui met en danger l'économie, c'est votre choix constant de favoriser la rente, le fric pour le fric, au détriment du travail,...

M. Michel Herbillon. Caricature !

M. Jean-Claude Sandrier. ...de la protection sociale, de l'école et de la justice.

Ma question est très claire. Quand allez-vous suivre les conseils avisés du milliardaire américain Warren Buffet, qui a déclaré : " Notre situation est meilleure qu'elle n'a jamais été. Il n'y a qu'une solution, désormais, c'est d'augmenter fortement les impôts des grandes fortunes. " (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur de nombreux bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Monsieur le député, ceux qui mettent l'économie en danger, c'est vous-même (*Rires et exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC*) qui, avec vos amis socialistes, avez imposé les 35 heures à l'économie française. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Huées sur plusieurs bancs des groupes SRC et GDR.*)

Ceux qui mettent l'économie en danger, c'est vous-mêmes, qui avez refusé de sortir du carcan des 35 heures en 2008, lorsque nous avons entrepris de les réformer.

Ceux qui mettent l'économie en danger, ce sont vos amis qui, dans les collectivités locales, augmentent sans cesse les impôts. (*Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Dans le département de l'Aisne, par exemple, que je connais bien, l'augmentation de la taxe foncière, qui touche aussi les entreprises, a atteint 61 %.

Ceux qui mettent l'économie en danger, ce sont ceux qui ont refusé de voter la suppression de la taxe professionnelle, qui rend cinq milliards d'euros aux entreprises.

Ceux qui mettent l'économie en danger, ce sont ceux qui, comme vous, ont toujours refusé de voter le crédit impôt-recherche, qui permet de localiser de la recherche en France et qui garantit l'avenir de nos entreprises. M. Xavier Bertrand, *ministre*. Ceux qui mettent l'économie en danger sont ceux qui n'ont pas compris que nous étions au xxie siècle et que, pour pouvoir partager les richesses, il fallait d'abord les créer. C'est le travail des entrepreneurs ; nous, nous les défendons ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Sandrier](#)

Circonscription : Cher (2^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2949

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 février 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 février 2011